

LA CRISE DU NATIONALISME

« Seuls les chefs qui se sont intégrés au FRELIMO, c'est-à-dire qui sont devenus présidents ou secrétaires de cellules, de districts, de provinces, peuvent rester [dans les zones libérées] (...); ils ont été choisis simplement parce qu'ils avaient du prestige et c'est pour cela qu'ils ont été élus présidents (...). La structure politique traditionnelle a été en réalité détruite par les Portugais (...). Il n'y a pas de structure politique traditionnelle, sauf le système d'autorité qui se reflète dans le système administratif perpétué par les Portugais (...); le FRELIMO est en train d'organiser de nouvelles structures politiques là où il n'existait pas de tradition politique. Un système d'autorité, oui, cela existait et il y a encore des gens qui ont une véritable idolâtrie pour un chef tribal (...). Les structures du passé ont disparu pour toujours. Le FRELIMO doit remplir le vide avec de nouvelles structures politiques ».

Eduardo MONDLANE [1968 ?](1)

Une citation déforme toujours partiellement la pensée de l'auteur concerné, mais les contradictions de cet extrait d'une interview du premier président du FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*) ne peuvent pas ne pas être significatives. Elles renvoient non seulement à la radicalisation politique connue par le mouvement en 1968-1969, mais aussi au *tournant social* dans la conduite de la guerre. La direction nationaliste allait sortir victorieuse d'un conflit l'opposant à une fraction non négligeable de l'élite commerçante et lignagère *maconde* (2) et, du fait de cette crise et de la dynami-

que propre à la guérilla, les militaires des *Forças Populares de Libertação de Moçambique* prenaient progressivement le contrôle des aspects économiques et sociaux de la vie des communautés dans les zones libérées. Ce processus signifiait la marginalisation des dirigeants traditionnels (3), mais aussi une inflexion nouvelle dans l'antitribalisme du FRELIMO : cette position n'interdisait pas — comme le montre une partie de la citation d'E. Mondlane — le travail en commun avec les autorités lignagères reconnues pour leur « prestige », c'est-à-dire leur fonction de représentation de communautés admises en tant que telles. Bien que l'idée, très lourde de conséquences ultérieures, selon laquelle les Portugais avaient fait table rase de l'organisation socio-culturelle africaine, soit présente dans l'analyse de Mondlane, un certain empirisme impliquait néanmoins l'acceptation de l'existence de communautés ethniques et intra-ethniques. La victoire de l'alliance des « intellectuels révolutionnaires » et des militaires du Front, après la mort de Mondlane, sur les éléments dont la trajectoire politique et sociale avait été différente, fut aussi — sur le plan de la construction politique au moins — la victoire de la ville sur la brousse, et l'antitribalisme devint non seulement la lutte contre des manœuvres colonialistes, mais la négation même de l'existence des ethnies et des rapports sociaux lignagers au sein de la paysannerie, remplacés en bloc par la lutte, facteur d'unité nationale (4). De Luis de Brito à Mögens Pedersen et Christian Geffray, les articles publiés ci-après montrent l'extrême importance et la fonction structurante de cette négation originelle.

(1) Souligné par moi ; Eduardo Mondlane, « Le véritable défi », in *Colonies portugaises : la victoire ou la mort*, La Havane, 1970, 309 p., pp. 230-270, citation pp. 248-250 (réédition de l'interview publiée dans le n° 12, mai-juin 1969, de la revue *Tricontinental* ; rappelons qu'E. Mondlane a été tué par l'explosion d'un colis piégé le 3 février 1969 à Dar es-Salam ; le FRELIMO connaissait alors depuis plus d'un an une grave crise interne).

(2) Ethnie du nord du Mozambique et du sud de la Tanzanie, fer de lance de la lutte armée nationaliste. Un commerce relativement florissant s'était développé de part et d'autre de la frontière, favorisé par les gains des *macondes* mozambicains émigrés dans les plantations sisalières du Tanganyika ou à Dar es-Salam.

(3) Et non seulement de ceux ralliés et totalement inféodés aux Portugais — les « *regedores* ».

(4) Cette unification par la lutte doit d'ailleurs être fortement nuancée dans la mesure où elle a aussi fait naître de nouvelles divisions. Cf. notamment G. Clarence-Smith, *The Third Portuguese Empire*, Man-

chester University Press, 1985, 246 p, p. 217.

Dans un article récent, passionnant et brillant, René Pélissier a d'ailleurs posé le problème de la résurgence actuelle de rivalités ethniques issues de l'histoire de la fin du XIX^e siècle. Tous ses arguments sont de poids, et rendre aux questions ethniques leur importance primordiale est du devoir de l'historien. Cependant, R. Pélissier en vient à développer une vision ethnociste (tout comme Y. Lacoste) dans la mesure où, 1) ce n'est nullement l'ethnie entière qui réagit à telle ou telle agression, mais souvent des segments de l'ethnie fort variables selon le type d'agression ; 2) le poids des ethnies ne saurait faire oublier celui, tout aussi primordial, de la différenciation sociale qui agit aussi bien à l'intérieur des ethnies qu'indépendamment d'elles. Réduire ainsi la guerre interne au Mozambique à des problèmes ethniques ne correspond pas au processus réel. René Pélissier, « Angola, Mozambique : des guerres interminables et leurs facteurs internes », in *Hérodote*, Paris, n° 46, 4^e trim. 1987, pp. 83-107 ; Yves Lacoste : « Géo-politiques internes en Afrique », in *Hérodote*, n° 46, pp. 3-22.

Dans le corpus constitué par la *totalité* des textes du FRELIMO, des institutions du nouvel État indépendant et des discours de Samora Machel, les noms, ne seraient-ce que les noms des différentes ethnies du pays, n'apparaissent jamais, à la rare exception près de quelques formes négatives — « Nous ne sommes pas *Maconde, Yao, Changane*, nous sommes Mozambicains » — alors associées immédiatement au slogan confus mais sacré : « A bas le tribalisme, le régionalisme, le divisionnisme, l'obscurantisme ! »

Certains auront pu être déçus, ou satisfaits, ou catastrophés, par les zigzags de la politique du Mozambique indépendant. République populaire depuis le 25 juin 1975, doté d'un « parti marxiste-léniniste de l'alliance ouvriers/paysans » depuis 1977, lié aux pays socialistes par des traités d'amitié, le Mozambique adhéra finalement au FMI, à la Banque mondiale, à la Convention de Lomé III, après avoir signé avec l'Afrique du Sud, dans un contexte de guerre interne et de faillite économique, le pacte de non-agression et de bon voisinage d'Incomati, le 16 mars 1984. Parti sur un programme grandiose de « socialisation » de la campagne et de construction d'un secteur d'industries lourdes, il a pris un virage de plus en plus rapide depuis 1984 vers une politique économique libérale (5).

S'en tenir à ce niveau d'analyse est toutefois insuffisant et, au-delà de la description de l'évolution saccadée de la ligne politique du FRELIMO, risque de cacher la relative continuité de ce que j'appellerai la cohérence de sa « ligne sociale ». J'entends par là non seulement sa « nature de classe » — débat porté principalement par les marxistes et qui donne d'utiles rails pour l'analyse, mais en aucun cas les nuances indispensables à la compréhension du « FRELIMO réel » — mais aussi la trajectoire sociale commune des membres de sa direction, issus (à une exception près) des milieux assimilés et métis (6) des fonctions salariées du secteur tertiaire des régions du sud (et le plus souvent des villes), c'est-à-dire une fraction ultra-minoritaire de la population ne couvrant pas la totalité des élites du pays ; et enfin, au-delà des zigzags politiques, la fonction sociale de la plupart des projets de développement économique.

(5) Sur l'évolution de la politique économique du FRELIMO, voir : Ch. Verschuur (et al.), *Mozambique : Dix ans de solitude...*, Paris, L'Harmattan, 1986, 182 p. ; M. Cahen, *Mozambique, la Révolution implorée. Études sur douze années d'indépendance (1975-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1987, 170 p. ; Bertil Egerö, *Mozambique : A Dream Undone. The Political Economy of Democracy, 1975-1984*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1987, 230 p.

(6) Les « assimilados » et la plupart des Métis étaient, sous la colonisation portugaise

antérieure à 1962, les Africains reconnus comme citoyens portugais.

Sur l'origine sociale de la direction frémaliste, on pourra se reporter à Élimar Pinheiro de Nascimento, *Décolonisation en « Afrique portugaise ». Le processus de destruction/construction hégémonique au Mozambique*, Paris, Université René-Descartes (Paris-V), thèse de 3^e cycle, 1982 ; « O processo de "descolonização" em Moçambique », in *Estudos Afro-Asiáticos*, Rio de Janeiro, sept. 1987, pp. 22-31.

Il est hors de question d'analyser ici ces derniers, mais quelques remarques sont nécessaires. De 1975 à 1983 (IV^e Congrès du FRELIMO), le parti unique s'est engagé dans la voie d'une politique rurale fondée sur de grandes exploitations agro-industrielles (aux trois-quarts étatisées) et sur la formation de villages communaux dont la base économique devait être la production coopérative. Outre le fait que la totalité des investissements agricoles ont seulement représenté environ 25 % du budget de l'État, plus de 90 % de ces derniers ont été dévolus aux fermes d'État, les secteurs coopératif, communal et familial ne recevant presque rien ou rien du tout. Le bilan des fermes d'État oscille entre le désastre et la médiocrité et elles n'ont visiblement plus le vent en poupe — quoique, comme le montre F.J. Cardoso, c'est peut-être plus leurs fonctions trop calquées sur les anciennes exploitations coloniales que leur existence même qui eussent dû être mises en cause. Le bilan du secteur coopératif est difficile à dresser — à l'exception atypique des « zones vertes » de la périphérie des grandes villes — car il a à peine existé (moins de 1 % de la production). Quant aux villages communaux, non seulement ils n'ont pas reçu les appuis matériels nécessaires et promis, mais leur conception même s'est révélée économiquement contre-productive et socio-politiquement facteur de division de la paysannerie (7). Le secteur familial traditionnel, largement majoritaire, a été victime — outre l'insécurité — de la destruction des réseaux commerciaux privés, des choix du régime favorables à l'industrie lourde incapable d'alimenter en biens de consommation courante la renaissance du commerce, et de l'impossibilité d'établir des échanges avec les fermes d'État, enclaves « modernes » isolées dans des régions déprimées.

A ce sujet, le FRELIMO a parlé de ses erreurs. Il en a même beaucoup parlé, faisant de cette profusion autocritique une arme de propagande à usage largement occidental. Or ces « erreurs » n'ont guère de sens en tant qu'erreurs ! Dès 1978, tous les éléments de la crise du communalisme et du coopératisme rural étaient réunis (8). Dès 1978, le pays n'avait plus les moyens financiers d'une politique agricole fondée sur des importations de machinerie lourde (9). Mais tous les investissements sont restés concentrés sur les grandes exploitations et la formation des villages communaux fut au contraire accélérée, à partir de cette date, par des biais technocratiques (et souvent violents après 1984). Des erreurs identiques répé-

(7) Voir à ce sujet également les ouvrages référencés à la note 5.

(8) Voir G. Lazarev et M. Ollivier, *Observations et suggestions sur le rôle et les fonctions des aldeias comunais dans le développement économique du Mozambique*, Maputo/Grenoble, Comissao Nacional das Aldeias Comunaes, oct.-nov. 1978, 172 p.

multigr. (rapport FAO/IREP/Université de Grenoble).

(9) L'Afrique du Sud ne renouvelle pas, en avril 1978, le traité de 1928 (complété en 1967) sur l'or versé à l'État portugais (puis mozambicain) en échange des salaires différés des mineurs mozambicains émigrés.

tées année après année et autocritique après autocritique ne peuvent pas être des erreurs. Elles sont une ligne (non écrite peut-être) qui a une fonction : la combinaison d'une vision technocratique et monétariste du développement (unités agro-industrielles pour le ravitaillement des villes et le dégagement de devises par la promotion des exportations agricoles), avec une volonté farouche d'encadrement politique de toute la paysannerie. Comment comprendre sinon qu'aussi tardivement qu'en octobre 1981, alors que tous les clignotants sont au rouge, la Commission nationale du Plan produise encore un « Plan prospectif indicatif » (PPI) prévoyant la « socialisation » complète de la campagne en dix ans (c'est-à-dire la « coopérativisation » et la « communalisation » de la totalité des ruraux) et le renforcement du secteur étatique, etc. ? (10) L'État était-il suspendu dans les airs, fonctionnant de façon complètement distincte de la société civile ? Mais par ailleurs, si curieux que cela puisse paraître, ce glorieux PPI (abandonné sans débat en 1982) était, malgré son parfum de planification soviétique des années 1920, déjà largement le signe de l'ouverture à l'Occident, les lourds investissements de la « décennie de la victoire sur le sous-développement » devant en grande partie être financés par l'extérieur.

Le IV^e Congrès du FRELIMO (avril 1983) réhabilita la « priorité » aux villages communaux et à l'agriculture familiale, mais la Commission nationale des Villages communautaires fut dissoute peu après et le « vice-ministère de l'Agriculture pour le secteur coopératif et familial » resta vacant pendant des mois (11). Le véritable appui organisé alla désormais aux petits entrepreneurs privés et aux coopératives des seules « zones vertes ». En dehors de toute rationalité économique, la formation des villages communaux s'est cependant accélérée avec la guerre interne, car il s'agissait en fait *toujours* des mêmes impératifs *politiques* : contrôle sur la paysannerie par son regroupement systématique, construction de l'appareil d'État par sa « diffusion » dans le peuple. Aujourd'hui encore, même si les mots « villages communaux » ne sont plus très en vogue, les projets du régime relatifs à la population rurale tournent *toujours* autour de la même obsession : regrouper. Elle est d'autant plus facilement justifiable qu'il faut se protéger des agissements de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine), mais on agit comme si l'on pouvait disposer de la paysannerie, masse informe sans histoire ni rapports sociaux, même si des nuances régionales sont perceptibles — depuis la recherche de l'initiative à la base jusqu'à des modalités ultra-autoritaires (12).

(10) República popular de Moçambique/Comissão nacional do Plano, *Linhas fundamentais do plano prospectivo indicativo para 1981-1990*, Maputo, oct. 1981, CNP. L'optimisme découlant de l'indépendance du Zimbabwe et de l'absence de prise en compte

d'un possible repli de la RENAMO sur l'Afrique du Sud a bien sûr redonné vigueur aux penchants technocratiques du FRELIMO, mais ne les explique pas.

(11) Ch. Verschuur, *op. cit.*, p. 75.

(12) M. Cahen, *op. cit.*, pp. 62-70.

L'analyse déterministe est certes dangereuse, mais on ne peut pas ne pas voir dans la constance de cette action politique une « ligne sociale » qui mène une fois de plus aux origines et trajectoires déjà évoquées du groupe dirigeant. Si au-delà des variations de sa politique économique, il en revient toujours à cette « ligne sociale », c'est qu'il n'a pas d'autres moyens pour gouverner, à moins de mettre en jeu sa cohésion interne.

Du domaine rural, on pourrait passer à celui des villes avec la profusion des micro-nationalisations combinées à l'absence d'incitation à la formation de coopératives urbaines de production (de 1975 à 1979), avec l'interdiction de tout mouvement ouvrier autonome et l'imposition du « centralisme démocratique » aux organisations de masse, aux assemblées élues et même aux entreprises publiques (13).

Le maintien d'une « ligne sociale » encadrant une ligne politique zigzagante n'est tenable que jusqu'à un certain point ; or ce dernier est peut-être en train d'être dépassé... La série de mesures de libéralisation économique a atteint de 1984 à 1988 une telle ampleur que non seulement le grand écart entre les discours marxisants et la pratique, bien que nécessaire, devient de plus en plus difficile à tenir, mais la pression sociale sur le parti atteint un point de rupture. Il est extrêmement significatif que le président Joaquim Chissano ait appelé le FRELIMO à s'associer toutes les couches sociales, et que l'autorisation pour les membres du parti de s'adonner à des activités lucratives légales privées soit à l'ordre du jour : l'alliance de classes n'est donc plus à conclure entre le Parti (ouvriers et paysans pauvres) et d'autres couches, mais au sein de celui-ci. Il est possible que ce soit cette évolution très récente — et non la signature de l'accord d'Incomati en elle-même — qui signifie l'annulation tacite de la transformation du front FRELIMO en parti marxiste-léniniste lors du III^e Congrès de 1977. Cependant, cette proclamation de 1977 s'est elle-même souvent vu attribuer un sens exagéré dans la mesure où, s'il y eut rupture politique dans la vie du FRELIMO, c'est en 1969 qu'elle advint et non en 1977, simple aboutissement de la radicalisation initiée neuf années plus tôt.

À ce sujet, il est regrettable que *Mozambique : dix ans de solitude...*, premier livre critique paru en français (et peut-être bien premier livre critique tout court) (14) ait assumé si complètement les mythes fondateurs de la République populaire. La crise de 1968-1969 est décrite, conformément à la vision officielle, comme la lutte entre lignes révolutionnaire et bourgeoise, entre prolétariat et « nouveaux exploités », alors qu'il est clair qu'il ne s'agissait pas seulement de cela. Le discours sur le développement « socialiste », sur le « parti

(13) Sur ces aspects, cf. M. Cahen, « État et pouvoir populaire dans le Mozambique indépendant », in *Politique africaine*, 19, sept. 1985, pp. 36-60.

(14) J. Hanlon, *Mozambique. The Revolution under Fire*, Londres, Zed Press, 1984, 292 p., ouvrage souvent critique mais qui est beaucoup plus une chronique qu'une analyse.

marxiste-léniniste » est assumé en bloc... jusqu'au 16 mars 1984. C'est qu'une analyse fondée avant tout sur les orientations et discours ne pouvait, pour tout observateur sérieux, qu'exploser avec Incomati. Cela se produit avec les « déçus du FRELIMO » que sont Ch. Verschuur, M. Corrêa Lima, Ph. Lamy et G. Velasquez, qui analysent le 16 mars 1984 comme la date de la victoire des « grandes familles » (la bourgeoisie montante parfois issue d'anciens lignages dominants) sur les « intellectuels révolutionnaires » à la direction depuis 1969. Ce coup de tonnerre les amène à un réexamen critique de leur vision d'un pays avec lequel ils ont coopéré pendant près de dix ans : cela donne un ouvrage foisonnant de faits concrets, mais ne produit pas une analyse cohérente. Car Incomati n'est que la conséquence d'une politique menée précédemment et non le départ d'une nouvelle orientation avec un parti ayant changé de « nature de classe » (15). De même, l'opposition manichéenne entre la politique des fermes d'État et celle des villages communaux fait l'économie de l'analyse de ce qu'aurait pu être un autre rôle pour les premières (ce que tente ici F.G. Cardoso) et de l'aspect apopulaire fondamental des seconds, fondés sur la concentration « urbanistique » des producteurs ruraux, sans concentration corrélative des moyens de production, et sur la non-prise en compte des rapports sociaux paysans. Il y eut certes lutte d'influence entre deux tendances sur ces questions (quel volume d'appui matériel accorder à l'un ou à l'autre), mais la contradiction n'est pertinente que jusqu'à un certain point : fermes d'État et villages communaux ont été deux aspects d'une même politique *idéale* et technocratique voulant détruire en quelques années le mode de production domestique pour en imposer un autre conçu comme supérieur, base économique d'une Nation moderne.

Il n'en reste pas moins que la lecture de ce livre est indispensable même si une partie du chemin analytique n'a pas été accompli par les auteurs.

On retrouve la ligne sociale évoquée précédemment dans tous les aspects de l'idéologie frélimiste. Le portugais a été déclaré langue de l'unité nationale alors que 1 % des Mozambicains le considèrent comme langue maternelle — les langues africaines étant reléguées au niveau d'expériences ponctuelles (16) et le thème est de toute façon quasi tabou (le nombre de textes de débats qui lui sont consacrés est infime) (17). Il ne semble pas que les résultats plus que mitigés

(15) Voir M. Cahen, « Pour une lecture économique de l'accord d'Incomati », in *Mozambique, la Révolution implosée, op. cit.*, pp. 99-136.

(16) La justification est comme d'habitude « technique », car il y a environ vingt-cinq langues. Pourtant, même d'un point de vue technique, il est sans doute plus rentable d'alphabétiser d'abord en vingt-cinq langues mater-

nelles qu'en une langue étrangère. Mais cette dernière est celle du groupe au pouvoir, qui a ses propres critères de rentabilité.

(17) Luis Bernardo Honwana, *Contribuição para a definição de uma política linguística na RPM*, Maputo, Secretaria de Estado da Cultura, 1983 ; quelques textes de José Mateus Muaria Katupha et Aurora Machungo, toujours de diffusion fort limitée.

des campagnes d'alphabétisation en portugais aient modifié cette approche. C'est que, s'il s'agit d'une certaine conception de la rentabilité scolaire, on touche aussi au tabou total, la définition même du Mozambique découpé par le colonialisme, du Mozambicain, de la Nation et de la nationalité. Le débat n'est certes pas nouveau en Afrique, mais il est compréhensible qu'il éveille de puissantes tensions dans un pays aux vingt-cinq langues, dont le parti dirigeant a choisi de placer la capitale et l'État à l'extrême-sud du pays (dont sa direction est issue), et dont l'idéologie s'est construite contre de potentielles forces centrifuges (par exemple les tentatives de reconstitution de la MANU — *Makonde African National Union* — groupe ethno-nationaliste maconde), sur une base jacobine, universaliste et violemment antitribaliste et anti-« ethniciiste ». Le voisinage d'un pays manipulant on ne peut plus l'ethnicisme, dans un but d'enfermement de ses peuples, n'a pu que renforcer ces tendances préexistantes.

Il est un peu dommage qu'Alfredo Margarido ait hésité à revenir plus longuement dans son article sur un « incident » dont il a été l'objet. Ayant tenté de définir ce que pouvait être, dans le cas des pays africains de langue officielle portugaise, la nationalité littéraire, il a involontairement déclenché, mais assumé, une polémique d'une violence inouïe d'autant plus surprenante qu'elle s'est prolongée dans les colonnes de la revue mozambicaine officielle *Tempo* de décembre 1985 à décembre 1986 ! Il s'agissait de la définition de la nationalité littéraire, mais en fait il était question, au-delà, des limites de la nationalité tout court. Et ces articles au ton quasiment incompréhensible au premier abord semblent avoir eu un impact certain dans le pays, car ressentis, à travers la littérature, comme un vrai débat politique. Autre exemple : dans un numéro récent de la revue lisboète *África*, le journaliste Sigawule Muyenzi décrivit la force ancienne et présente de l'influence anglo-saxonne sur de multiples aspects de la vie culturelle du Mozambique, soulignant de possibles dangers sur la langue portugaise elle-même. Une riposte également cinglante n'a pas tardé à venir sous la plume du directeur de la revue *Tempo*, Albino Magaia, brutale et vibrante profession de foi lusophone (18). La culture politique du FRELIMO est en effet telle que

(18) Dans *Tempo* (Maputo) : Alfredo Margarido : « Quem sao os escritores africanos de lingua portuguesa ? », n° 793, 22 déc. 1985 ; « História, Língua e Cultura », n° 806-807-808, 23 et 30 mars et 6 avril 1986 (interview par Calane da Silva et Nuno Claudio dos Santos) ; B. Xavier : « Literatura Moçambicana. Uma proposta, a propósito da entrevista com Alfredo Margarido », n° 810, 20 avril 1986 ; Maria Manuela Sousa Lobo : « Margarido heterónimo de Margarido, ou "O crime nao se compense, Doutor ?" », n° 814, 18 mai 1986 ; A. Margarido : « Comentário a uma proposta », n° 819, 22 juin 1986 ; « Uma

universitária muito pouco interessada pelo conhecimento », n° 824, 27 juillet 1986 ; A.M. Sousa Lobo : « Alfredo, esse desconhecido », n° 831, 14 sept. 1986 ; B. Xavier : « Nova proposta, a propósito do que se disse a propósito da primeira », n° 833, 26 sept. 1986 ; A. Margarido : « Quando uma lobo quer ser mázinha consegue apenas ser vulgar », n° 846, 28 déc. 1986. Dans *África* (Lisbonne) : Sigawule Muyenzi : « Moçambique ou Mozambique ? », n° 28, 29 avril 1987, p. 13 ; Albino Magaia : « Língua madrastra », n° 32, 24 juin 1987, pp. 6 et 8.

toute remise en cause de la force et de la place du portugais est sentie comme une attaque à l'encontre de l'existence même de la Nation imaginée, conçue comme passage obligé de la légitimation de l'État. Cette vision, somme toute très européocentrique (19), correspond comme ailleurs en Afrique, mais peut-être mieux encore (vu une relative tradition bureaucratique et centralisatrice portugaise et l'apport d'un certain marxisme post-léninien) aux sentiments des anciennes couches détribalisées créées par le colonisateur, les seules pour qui la « mozambicanité » est ressentie comme une dimension maternelle et non à acquérir. Le problème est que, dans un contexte d'agressions sud-africaines, de faillite économique et sociale, de guerre civile (20), d'absence de démocratie politique aggravant le reflux du mouvement populaire urbain et rural, ce « nationalisme étroit » de l'État et du Parti ne crée pas une base sociale comme l'appel au patriotisme a pu le faire bien des fois dans d'autres contrées. Le Mozambique connaît bel et bien un danger d'« ougandisation ».

D'ailleurs, le FRELIMO a à la fois tort et raison de parler de « banditisme armé » pour évoquer la rébellion (les sigles MNR — Mouvement national de résistance — ou RENAMO n'apparaissent jamais dans les publications officielles). La notion de banditisme armé couvre une partie de la réalité ; elle vise à nier le caractère politique de la rébellion pro-sud-africaine. Ce qui était tenable tant que la RENAMO pouvait être analysée comme un groupe totalement fantôme et de création externe, et tant que la guerre était une « guerre d'agression non déclarée ». Il est probable que tout cela a été vrai de 1976 à 1982 environ, mais l'est devenu beaucoup moins de 1982 à 1984 et ne l'est certes plus aujourd'hui pour deux raisons au moins : tout d'abord le banditisme armé existe mais n'est pas — ou en tout cas n'est pas seulement — dû à la RENAMO. C'est un véritable banditisme social formé de groupes pirates errant en brousse ou basés à la périphérie des villes, vivant de la guerre, issus parfois de la RENAMO, parfois de déserteurs ou d'anciens détenus, ou encore de la décomposition de certains secteurs de l'armée mozambicaine elle-même (il n'apparaît pas impossible que les récents massacres d'Homoine, Manjacaze et Tanninga soient l'œuvre de ces derniers, sans doute récupérés par l'Afrique du Sud qui a intérêt à tenter de créer une nouvelle organisation strictement militaire et plus soumise que la RENAMO) ; ensuite la RENAMO continue à être dépendante de ses liaisons internationales mais n'est plus réductible à ces dernières ; elle a dépassé les espoirs de ses patrons du pays de l'apartheid et sa spectaculaire expansion géographique implique à moyen

(19) Sur la vision européocentrique de l'État-Nation par le FRELIMO, voir M. Cahen, « Marxisme et Mozambique », in *Mozambique, la Révolution implosée, op. cit.*, pp. 160 et 167.

(20) En toute prudence, la guerre interne

sévissant au Mozambique doit, me semble-t-il, être qualifiée de processus de transformation d'une guerre d'agression en guerre civile — mais il est clair que le processus est près d'être achevé.

terme sa transformation en véritable organisation politico-militaire capable de gérer des zones contrôlées, sous peine de rétrograder au stade de strict groupe pirate.

Il est impossible de dire (21) si ce processus de politisation de la RENAMO sera ou non couronné de succès, mais l'important est de comprendre qu'il est en cours : l'éloignement de la « composante portugaise » (les porte-parole extérieurs sont tous Noirs aujourd'hui), le renforcement d'une armée disciplinée, la prise d'initiative politique (proposition de négociations après le départ des troupes étrangères) et l'occupation réelle de points limités du territoire pendant plus d'un an en sont des indices. La RENAMO reste certes un groupe extrêmement brutal, mais ses cibles — qui ont évolué — témoignent d'une orientation politique (qui par ailleurs n'occulte point leur caractère criminel) : de l'attaque de tous les symboles de l'économie monétaire, elle est passée à celle des villages communaux ; lors de sa grande offensive de l'automne 1986, elle a liquidé physiquement des commerçants (souvent indiens) mais a été conciliante envers les prêtres (africains) de diverses églises (22) et a implanté une gestion minimale. La RENAMO aussi a sa « ligne sociale » : l'attaque systématique de ce qui est urbain (y compris les villages communaux), étatique ou considéré comme tel (convois commerciaux, etc.). Elle est souvent décrite comme un groupe sans programme et en vérité son programme a été très peu diffusé, le plan strictement militaire dominant à l'évidence les soucis de son chef Afonso Dhlakama. Cependant un programme *ne peut pas* être totalement formel et ce qui transparaît du *Manifeste de la RENAMO* est un modèle politique proche de la réalité malawite. RENAMO contre FRELIMO : la brousse contre la ville ? Dire cela serait assurément réducteur donc faux, mais *il y a de cela* dans la guerre civile. Le « noircissement » de l'organisation rebelle par l'éviction de presque tous les cadres portugais n'est pas dû à la seule dynamique de l'appareil militaire, mais à une volonté « africaniste » (il semble que les soldats de la RENAMO refusent, quand ils le connaissent, de parler portugais) d'agir sur le FRELIMO lui-même, au sein duquel les tendances « noires » se renforcent depuis 1982 et proposent, conjointement avec l'Église catholique, des négociations, mais entre Noirs seulement. Une conférence récente de l'OJM (Jeunesse), encore du vivant de Samora Machel, l'a publiquement montré, tout comme la *Lettre des Anciens Combattants* envoyée à quatre membres (noirs) du Bureau politique du FRELIMO. Cette lettre (publiée pour la première fois intégralement en français) ne rompt pas, loin de là, avec toute la culture politique du FRELIMO. Mais on y voit l'expression des frustrations de larges couches de militants noirs et, au-delà d'eux, de la population africaine, envers un

(21) M. Cahen, *op. cit.*

(22) Cela apparaît très nettement par exemple dans Alfredo Tembe : « Nauela : Um

ano nas maos dos bandidos armados », in *Tempo*, Maputo, n° 893, 22 nov. 1987, pp. 22-23.

État où Blancs, Métis et Indiens détiennent certes des postes clefs mais ne deviennent des boucs émissaires que dans la mesure où certains secteurs du peuple noir cherchent confusément les raisons de l'existence d'un État qui, de fait, n'est pas, ou n'est pas assez, le leur et est partiellement ressenti comme étranger, donc blanc (23). On y sent aussi les murmures croissants contre l'écrasante prédominance des ethnies du Sud dans l'appareil d'État.

En fait, si le regain des tendances négrophiles au sein du FRELIMO (dont on ne connaît pas l'ampleur exacte mais qui est important) possède une certaine autonomie, vu le caractère historiquement structurant des critères « raciaux », *il est surtout l'expression déformée de l'émergence nouvelle des questions ethniques au Mozambique.*

A l'inverse de l'Angola, le nationalisme moderniste s'est cristallisé en une seule organisation. Il est clair cependant que le parti unique, norme de droit et non seulement de fait, a épuisé ses éventuelles potentialités historiques, et que les différentes manifestations des nationalismes d'une société forcément plurielle ne peuvent plus s'exprimer par le biais exclusif du FRELIMO. C'est en partie cette circonstance qui pourrait permettre à la RENAMO d'en profiter pour réussir le passage de groupe fantoche guerrier à une organisation captant et exprimant, d'une certaine manière, des tendances nationalistes actuellement réprimées — un peu à la manière de l'UNITA angolaise dont l'existence ne se réduit pas au soutien sud-africain. La culture politique frémaliste est cependant opposée à tout pluralisme politique, syndical et associatif. Les mesures récemment annoncées de plus grande séparation entre l'État et le parti doivent être comprises comme le volet institutionnel de la libéralisation économique, et non comme une promotion de la démocratie politique — du pouvoir populaire — à tous les niveaux.

Le FRELIMO ne veut à aucun prix de l'émergence d'autres légitimités politiques — sans même parler de la RENAMO avec laquelle un accord ne pourrait se faire que sur le dos du peuple mozambicain — qui déstabiliserait non seulement le pouvoir mais la fraction sociale qui le détient, grâce à sa mainmise sur l'appareil d'État. Ce n'est pas un hasard si l'une des premières ripostes aux actions du MNR (future RENAMO) fut le passage par les armes sans procès en 1977 de Lazaro Nkavandame, Uria Simango (ex-dirigeants du FRE-

(23) Les dirigeants mozambicains composent avec cette poussée raciste antiblanche plus qu'ils ne la combattent. Le désir d'assurer la légitimité noire du gouvernement a été pour beaucoup dans l'opération solennelle de retour des cendres au Mozambique de Gungunhana, l'un des principaux rois africains écrasés par les Portugais lors de la conquête effective du Mozambique à la fin du XIX^e siècle, et déporté aux Açores.

Contrairement à ce qu'ont peut-être cru les

dirigeants du FRELIMO, cette recherche d'une légitimité noire par le biais de Gungunhana n'est nullement facteur d'unité nationale : le souvenir de ce dernier dans plusieurs ethnies soumises évoque plutôt la terreur et les razzias esclavagistes qu'une résistance antiportugaise. Il se trouve d'ailleurs (est-ce un hasard ?) que l'une de ces entités ethniques peu susceptible d'être séduite par l'histoire de Gungunhana est ladite « zone vandau » (ou Ndau), bastion de la direction de la RENAMO...

LIMO battus lors de la crise de 1969) et de Joana Simeao (éphémère dirigeante d'un petit parti néo-colonial), c'est-à-dire de cadres qui, libérés par un coup de main des rebelles, auraient pu incarner le « FRELIMO d'avant Machel », d'avant le « marxisme » — la revendication d'un mythique « premier FRELIMO » étant un axe primordial de la recherche d'une légitimité par la RENAMO.

C'est pourquoi le FRELIMO peut aller très loin dans les réformes économiques mais, à moins d'y être absolument contraint, ne touchera qu'à peu de choses dans la structure politique, même si on doit s'attendre à un certain affadissement de son discours idéologique. On comprend que c'est dans la genèse même du FRELIMO qu'il faut chercher l'explication de la crise actuelle et pas seulement dans la bien réelle succession d'agressions externes et de catastrophes naturelles (24).

Du FRELIMO — « expression pratique des sentiments d'une génération qui ne peut plus accepter le colonialisme portugais » — Eduardo Mondlane disait : « Aussi longtemps que notre lutte fait partie de la lutte mondiale pour la liberté de l'humanité, il n'y a rien à craindre » (25). Mais est-ce bien toujours le cas ? L'absence d'un grand rayonnement politique du FRELIMO dans la bouillonnante Afrique du Sud est certainement liée au cadre autoritaire qui a enserré la dynamique de la révolution mozambicaine.

Une dernière remarque : ce numéro de *Politique africaine*, pas plus que les autres, n'a une « ligne politique ». Tous les problèmes du Mozambique ne sont pas évoqués, et c'est volontairement que le contexte géopolitique mieux connu n'est pas directement traité, hormis dans le bref article sur Cahora-Bassa de C. Ollivier. Par ailleurs, s'il est impératif d'avoir constamment à l'esprit que le Mozambique est un pays agressé et peut exiger à ce titre la solidarité militante des ennemis de l'apartheid, cette circonstance ne saurait amoindrir le sens critique de la recherche. Aucun des auteurs ayant accepté de contribuer à ce numéro ne peut être tenu pour coresponsable, même indirectement ou « objectivement », du contenu politique des autres articles et de cette introduction. Qu'ils soient tous remerciés en revanche pour avoir apporté leur pierre à l'unique point de consensus : la volonté de faire progresser l'histoire du Mozambique indépendant.

M. C.

Dossier thématique établi par Michel Cahen.

(Décembre 1987)

(24) Il faut d'ailleurs saluer la volonté d'Aquino de Bragança de susciter des études sur l'histoire du FRELIMO et sur la dernière période coloniale connue par les dirigeants à travers le prisme déformant de l'exil. Ces études ont partiellement abouti avec des textes comme : Centro de estudos africanos, *Situação actual nas antigas zonas libertadas de Cabo Delgado*, Maputo, CEA-Oficina de História, 1983, 57 p. multigr., et surtout le remarqua-

ble *Poder popular e Desagregação nas Aldeias Comuns do Planalto de Mueda*, Maputo, 1986, CEA-Oficina de História, relatório n° 1-86, texte bien sûr confidentiel mais de fait publié partiellement in B. Egerö, *op. cit.*

(25) Eduardo Mondlane, *Le mouvement d'émancipation au Mozambique*, Florence, Congrès méditerranéen pour la culture, 20-24 juin 1964, 20 p. multigr., pp. 19-20 (confidentiel).

